



Comité technique de l'AEFE

3 décembre 2019

Déclaration liminaire de la FSU



M. le Directeur, Mesdames et Messieurs,

Ce Comité technique se tient à deux jours d'une mobilisation historique à plus d'un titre : la quasi-totalité des organisations syndicales ont rejoint le mouvement de grève du jeudi 5 décembre.

Les salariés ne s'y trompent pas : un système "à points" abaisse de manière brutale le niveau des pensions et le rend incertain pour l'avenir. Il ne s'agit pas simplement d'un aménagement du système de calcul des pensions, mais d'un projet de société néolibéral qui repose sur l'individualisation et porte atteinte à la solidarité intergénérationnelle. Il nuira à la retraite de tous les Français - et singulièrement des Françaises, dont les rémunérations sont plus faibles et les carrières moins linéaires.

Concernant la « réforme » de l'Agence :

- Pour la FSU, le dynamisme et l'optimisme affichés par l'Agence ne répondent en rien à la réalité du réseau ni en termes de moyens, ni en termes d'orientations. Le réseau historique sacrifie son identité de service public, au profit d'acteurs d'un autre type.
- Le problème du financement des pensions civiles n'a été abordé que sous l'angle de la suppression des supports.
- L'annonce des 1000 détachements supplémentaires par le MENJ et le budget en hausse de 24,6 millions d'euros, annonces reprises par le directeur de l'AEFE, n'ont aucun résultat positif sur la carte des emplois. Les fermetures de postes se poursuivent et l'amélioration du taux d'encadrement dans certaines zones se fera au détriment d'autres, qui ont pourtant déjà payé un lourd tribut.

Le dialogue social se limite de plus en plus à un monologue : des textes réglementaires ne sont plus présentés au Comité Technique, nos interventions ou courriers restent trop souvent lettre morte. Les situations d'urgence méritent une réponse.

Quant aux indemnités statutaires, l'ordre du jour de ce comité est révélateur : une fois de plus, il n'y aura rien ! À l'heure où la discussion, y compris dans le cadre des retraites, porte sur les indemnités, cette position est scandaleuse et les personnels sont doublement maltraités.

Quand l'Agence le veut, elle sait défendre ses personnels. Nous la félicitons pour la célérité avec laquelle elle a, à juste titre, su faire modifier une publication de la revue « Capital » qui diffusait des informations erronées sur les plus gros salaires de l'opérateur public. Pour les enseignants, la calomnie semble admise. En effet, malgré notre courrier du 11 février 2019, et votre engagement au CT du 13 février, aucun démenti n'a été apporté à l'article du Figaro mentionnant des rémunérations extravagantes pour certains enseignants et enseignantes.

Nous continuerons à nous opposer sans cesse au démantèlement de l'opérateur public et au détournement de ses missions. Nous continuerons de travailler à l'instauration d'un dialogue social efficace et respectueux de tous les personnels que nous représentons. **Les personnels sont mobilisés, ils attendent des mesures concrètes qui garantissent la pérennité de l'opérateur public, il est temps de les entendre !**